



## Déclaration de la FSU au CTSD du jeudi 12 juillet 2018.

*" Depuis un an, nous avons tant fait pour l'éducation.*

*C'est le combat de notre siècle parce qu'il est au cœur de nos transformations économiques, de la société postindustrielle dans laquelle nous vivons ", a expliqué le président de la République au Congrès réuni à Versailles lundi 9 juillet 2018.*

*L'objectif présidentiel est bien clair, l'Éducation nationale doit être au service de l'économie et pas l'inverse !*

Les classes à 12 élèves en éducation prioritaire, en CP et en CE1 seulement, sont la seule caution sociale de ce gouvernement. Mais ces allègements d'effectifs très partiels ne peuvent pas masquer des hausses importantes, surtout en collège et en lycée, avec près de 26 000 élèves supplémentaires.

La moyenne en Gironde pour le collège est de 27 élèves alors que celle pour la France est de 25, celle de l'OCDE à 23 et celle de l'U.E à 21.

Malheureusement, à rebours de ces hausses d'effectifs, le nombre de postes diminue de 1 300 ETP devant élèves. Malgré la baisse significative du nombre de postes offerts au concours, 10 % des postes au CAPES externe n'ont pas été pourvus. Il y aura donc moins de professeurs pour plus d'élèves !

A quoi cela sert alors que Jean-Michel Blanquer prenne du temps pour écrire des livres et y déclarer par exemple :

*« J'ai examiné différentes études montrant les progrès significatifs des élèves les plus fragiles dans les classes à effectifs réduits » (p 47 de « Construisons ensemble l'école de la confiance »).*

*« Avec le dédoublement, il est possible d'individualiser les enseignements et d'être au plus près des élèves pour les aider à surmonter leurs difficultés » (p 48 de « Construisons ensemble l'école de la confiance »).*

Le management scolaire qui enjoint les enseignants à l'efficacité et à la performance ne peut déboucher que sur un échec. Il n'est pas possible, dans ces conditions, de faire réussir tous les élèves. Ces injonctions créent un terrible mal-être professionnel chez les collègues, attachés à leur école républicaine égalitaire et fraternelle, en les plaçant en situation de travail empêché.

Les enseignants, en tant que fonctionnaire, manquent aussi cruellement de reconnaissance. Macron qui se présentait comme « le président du pouvoir d'achat » pour les agents du service public les remercie en gelant leur point d'indice, en décalant le calendrier d'application du PPCR, en ne compensant pas intégralement les hausses de CSG et de pensions, en rétablissant le jour de carence, en préparant la suppression de 120 000 d'entre eux, en menaçant leur statut, en privilégiant la contractualisation synonyme de précarité, en détruisant le système de retraite par répartition...

Les menaces sérieuses sur les PSY-EN et le service public national d'orientation illustrent parfaitement ces choix libéraux de désengagement de l'État, de privatisation et de mise en concurrence généralisée.

Comme ces attaques ne suffisent pas, le gouvernement veut faire disparaître aussi leurs représentants syndicaux en vidant de leurs compétences les Commissions Paritaires Administratives (CAP) et en fusionnant les instances pour mieux les affaiblir notamment le tout jeune CHSCT.

Où seront alors la confiance, la transparence et le dialogue social... des termes galvaudés, vidés de toute réalité à force de n'être que des slogans de communicants ?

Qu'attendre de positif pour le service public d'Éducation d'un CTSD d'ajustements se déroulant dans un tel contexte national d'austérité économique et de régressions politiques et sociales ?